

Climat : l'objectif européen pourrait être affaibli

Seule une petite dizaine d'Etats membres est favorable aux 90 % de réduction des émissions d'ici à 2040

BRUXELLES - bureau européen

Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne depuis 2019, a longtemps fait de la lutte contre le dérèglement climatique sa marque de fabrique. Le pacte vert, qui doit permettre aux Européens de réduire de 55 % leurs émissions de CO₂ en 2030 (par rapport à 1990) avant d'atteindre en 2050 la neutralité carbone, a été la pierre angulaire de son premier quinquennat. Mais, depuis le début de son second mandat, le 1^{er} décembre 2024, elle a le plus grand mal à prendre les dispositions nécessaires pour que les Vingt-Sept respectent effectivement l'accord de Paris sur le climat, qui vise à limiter le réchauffement à +2 °C, et si possible à +1,5 °C.

A plusieurs reprises ces dix-huit derniers mois, Ursula von der Leyen s'est engagée à donner à l'Union européenne (UE) un objectif de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre en 2040. Elle avait même, à la fin de 2024, précisé qu'elle ferait une proposition législative au premier trimestre 2025.

Las ! la Commission n'a pas tenu parole et, il y a quelques jours, elle a fait savoir qu'elle présenterait sa cible 2040 « avant l'été », en juin ou en juillet. Bruxelles a surtout commencé à préparer le terrain à un objectif qui serait moins ambitieux que prévu. « Nos objectifs en matière de climat restent les mêmes », a certes assuré Ursula von der Leyen, le 8 avril. « Mais nous serons plus flexibles et pragmatiques sur la manière de les atteindre », a-t-elle poursuivi.

A l'heure où les Etats-Unis de Donald Trump sont, une nouvelle fois, sortis de l'accord de Paris, la détermination de l'Europe à poursuivre ses efforts sera capitale pour l'avenir de l'action climatique. Si le Vieux Continent, à la pointe du combat contre les émissions de CO₂, donne des signes de faiblesse, la viabilité de l'accord de Paris, déjà mise à mal par Washington, sera largement compromise.

Alors que l'extrême droite progresse partout en Europe, que la

droite a également fait du pacte vert l'objet à abattre et que le retour de Donald Trump à la Maison Blanche donne des arguments à ce camp, Ursula von der Leyen sait qu'elle aura du mal à graver dans le marbre une réduction de 90 % des émissions de CO₂ d'ici à 2040. « Nous avons décidé de prendre un peu plus de temps, de consulter les Etats membres, de consulter le Parlement européen, car (...) il est absolument essentiel que nous soyons en mesure de présenter une loi climat (...) soutenue par une majorité substantielle », concède un porte-parole de la Commission.

Au Parlement européen, les chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE) et les extrêmes droites, qui ont suffisamment de sièges dans l'hémicycle pour former ensemble une majorité, mènent la fronde contre toute nouvelle contrainte écologique.

« L'objectif de réduction des émissions de 90 % pour 2040 est extrêmement ambitieux », juge l'eurodéputé allemand (CDU) Peter Liese, qui « ne pense pas » que le PPE pourrait le « soutenir si des flexibilités importantes ne sont pas incluses ».

Prestidigitation

Du côté des Etats membres, où le PPE représente aussi la première force politique, la situation est encore plus nette. « Poser cet objectif de moins 90 % en 2040, sans flexibilité, sur la table des Vingt-Sept, ce serait la meilleure manière de le tuer. Il serait recalé dans la minute », juge l'eurodéputé (Renew) Pascal Canfin.

Seule une petite dizaine d'Etats membres y sont, en effet, favorables, dont l'Espagne, le Portugal, le Luxembourg, la Finlande ou encore le Danemark. Pour le reste, notamment en Europe centrale et

orientale, l'ambiance est à l'opposition plus ou moins franche. La Hongrie de Viktor Orban y est radicalement hostile. En Pologne, le premier ministre, Donald Tusk, qui sait le sujet à haut risque, veille à ne pas nourrir les critiques du parti Droit et justice (PiS), à quelques semaines de l'élection présidentielle. Il a insisté auprès d'Ursula von der Leyen pour qu'elle ne prenne aucune décision avant les scrutins des 18 mai et 1^{er} juin.

L'Italie de Giorgia Meloni, quant à elle, plaide pour une réduction de 80 % à 85 % des émissions de CO₂ en 2040, pour ne « pas forcer » les Etats à prendre des mesures trop « incisives ». Car, tout comme celui qui imposait aux Vingt-Sept une réduction de 55 % de leurs émissions en 2030, ce nouvel objectif sera suivi d'un paquet législatif destiné à lui donner corps. La France, de son côté, pose ses conditions et demande qu'un

meilleur traitement communautaire (en matière d'aides d'Etat, par exemple) soit accordé au nucléaire ou encore qu'une banque de la décarbonation voie le jour.

En Allemagne, l'accord de coalition, signé le 9 avril, a permis de clarifier la position du prochain gouvernement que dirigera Friedrich Merz. L'objectif de 90 % y est mentionné, à la demande des sociaux-démocrates du SPD, mais la CDU y a apporté quelques aménagements. Berlin souhaite désormais que ce chiffre tienne compte, dans certaines limites, du stockage de carbone ou des soutiens à des projets de décarbonation dans des pays extérieurs à l'UE, en échange de crédits carbone internationaux.

Cela tombe bien, les « flexibilités » étudiées par l'Allemande Ursula von der Leyen sont également de cet ordre. La Commission réfléchit aussi à une montée en

Le Parti populaire européen et les extrêmes droites mènent la fronde contre toute nouvelle contrainte écologique



Des sinistrés sont évacués lors des inondations à Traversara, en Emilie-Romagne (Italie), le 19 septembre 2024. FEDERICO SCOPPA/AFP

puissance de l'effort à consentir par les Vingt-Sept, qui serait plus important entre 2035 et 2040. Dans cette hypothèse, le PPE pourrait « accepter à contrecœur » un objectif de 90 %, prédit Peter Liese. « La Commission est la championne absolue de la prestidigitacion : elle fait semblant de poursuivre l'objectif 2040 tout en mettant en place des mécanismes pour ne pas le tenir », juge l'eurodéputée (Verts) Marie Toussaint.

Une chose est certaine, dans le contexte politique actuel, les partisans d'un pacte vert amoindri sont à la manœuvre. Ils ont déjà quelques victoires à leur actif, comme le report d'un an du règlement contre la déforestation, la portée réduite de la directive sur le devoir de vigilance ou encore le renoncement à une série de mesures qui devaient renforcer les contraintes environnementales dans le versement des aides aux agriculteurs. Et ne manqueront pas de s'attaquer à certaines législations emblématiques, comme celle qui prévoit la mise en place en 2027 d'un marché du carbone pour le transport et le chauffage, ou la fin annoncée en 2035 de la vente de voitures neuves à moteur thermique.

Au nom de la simplification, qui est aujourd'hui l'une des priorités de la Commission, les ambitions climatiques de l'UE pourraient être encore revues à la baisse. Le 8 avril, Jessika Roswall, la commissaire à l'environnement, s'est engagée, devant le Parlement européen, à réduire d'un tiers le nombre d'actes délégués ou d'exécution attendus pour accompagner la mise en œuvre de dizaines de textes environnementaux déjà adoptés. ■

VIRGINIE MALINGRE

L'Europe massivement affectée par le réchauffement en 2024

L'année, marquée par des tempêtes, des inondations et des températures élevées, a été la plus chaude jamais enregistrée sur le continent

L'Europe, le continent qui se réchauffe le plus vite sur terre, subit de plein fouet les impacts de la crise climatique. L'année 2024 y a été la plus chaude jamais enregistrée – comme à l'échelle planétaire –, avec des températures record dans les régions du Centre, de l'Est et du Sud-Est. Les tempêtes ont souvent été violentes et les inondations se sont généralisées, faisant au moins 335 morts et affectant 413 000 personnes, selon le rapport sur l'état du climat européen, publié mardi 15 avril par le Service Copernicus concernant le changement climatique (C3S) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Le Vieux Continent se réchauffe « deux fois plus vite que la moyenne mondiale », rappelle Samantha Burgess, responsable stratégique pour le climat au C3S. Différents facteurs sont en cause : la région inclut une partie de l'Arctique, où le mercure grimpe le plus vite sur terre, des changements dans la circulation atmosphérique favorisent des vagues de chaleur estivales plus fréquentes et la lutte contre la pollution de l'air diminue les aérosols, qui réfléchissent en partie les rayons du soleil. Ce réchauffement, dû aux activités humaines, se traduit par des

« Chaque fraction de degré supplémentaire accentue les risques pour nos vies »

CELESTE SAULO
secrétaire générale
de l'Organisation
météorologique mondiale

extrêmes plus fréquents et plus intenses. En 2024, l'Europe a connu ses inondations les plus étendues depuis 2013. Près d'un tiers du réseau fluvial a dépassé un seuil d'inondation qualifié d'« élevé », c'est-à-dire avec des événements qui peuvent revenir tous les cinq ans. Certains fleuves, comme la Tamise au Royaume-Uni et la Loire en France, ont enregistré des débits record depuis trente-trois ans, au printemps et à l'automne.

Habitations éventrées et emportées par les flots, vagues de boue et de déchets déferlant sur les villes... Ces catastrophes ont provoqué 232 morts dans la région de Valence (Espagne), en octobre, tandis

que la tempête Boris touchait des centaines de milliers de personnes en Europe centrale en septembre. L'ensemble des tempêtes et inondations a entraîné des dégâts évalués à au moins 18 milliards d'euros sur le continent en 2024.

Si la France a globalement été épargnée par les fortes températures, l'Europe du Sud-Est, de son côté, a enchaîné six vagues de chaleur au cours de l'été, dont la plus longue jamais enregistrée (treize jours consécutifs en juillet, avec un mercure de 9,2 °C au-dessus de la moyenne). Cette région, notamment l'Italie, la Grèce ou les Balkans, a connu un record de soixante-six jours de « fort stress thermique » – c'est-à-dire une température ressentie supérieure à 32 °C – et de 23 nuits « tropicales » (dont la température minimale est supérieure à 20 °C), empêchant le repos des organismes.

Au-delà des terres, l'année 2024 est également la plus chaude pour les océans, avec une température de surface de l'eau record dans l'ensemble de la région européenne (0,7 °C au-dessus de la moyenne), en particulier en mer Méditerranée (1,2 °C au-dessus de la moyenne). Les océans absorbent en effet 90 % de l'excès de chaleur causé par les

émissions anthropiques de gaz à effet de serre. Ce réchauffement entraîne des mortalités massives d'espèces marines telles que les gorgones, les huîtres, les moules, les oursins ou les coraux.

L'Europe du Sud-Est a également été marquée par des conditions extrêmement sèches, notamment en Ukraine. A l'inverse, l'Europe occidentale, dont la France, a connu l'une des dix années les plus humides depuis 1950, tout en restant globalement chaude.

L'année 2024 révèle ainsi un contraste très marqué entre l'est et l'ouest de l'Europe. Cette opposition a concerné la majorité des variables climatiques : la température, les précipitations, l'humidité du sol ou encore la durée d'ensoleillement. « Ce contraste saisissant est assez inhabituel. Normalement, on observe plutôt une séparation Nord-Sud », relève Carlo Buontempo, le directeur de Copernicus. « Des changements de circulation atmosphérique ont pu jouer. C'est en revanche difficile de dire s'il y a un lien avec le réchauffement climatique. »

Les fortes températures ont également accéléré la fonte des glaciers dans toutes les régions d'Europe. Ceux de Scandinavie, notamment du Svalbard (Norvège),

accusent les pertes de masse les plus élevées jamais enregistrées et les plus importantes dans le monde en 2024 – avec une diminution de leurs épaisseurs moyennes respectives de 1,8 mètre et de 2,7 mètres. Le réchauffement aggrave également les incendies. En septembre 2024, 110 000 hectares sont partis en fumée au Portugal, soit un quart de la surface brûlée chaque année en Europe.

« L'adaptation est indispensable » La surchauffe se poursuit en 2025, alors que le mois de mars a été, de loin, le plus chaud jamais enregistré en Europe. Les températures mondiales se sont maintenues à des niveaux historiquement élevés, poursuivant près de deux ans de chaleur extraordinaire sur la planète, dans la fourchette haute des prévisions scientifiques.

La crise climatique devrait encore empirer à l'avenir : les émissions de gaz à effet de serre, principalement liées à la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) continuent de progresser dans le monde et mènent la planète vers un réchauffement de 3,1 °C à la fin du siècle. L'Europe est l'une des régions du monde où le risque d'inondation devrait

le plus fortement augmenter. Un réchauffement planétaire de 1,5 °C – limite la plus ambitieuse de l'accord de Paris sur le climat – pourrait entraîner par ailleurs 30 000 décès par an en moyenne sur le continent en raison de la chaleur extrême. Un bilan déjà dépassé ces dernières années, alors que près de 48 000 personnes sont mortes pour cette raison en 2023 et 62 000 en 2022.

« Chaque fraction de degré supplémentaire accentue les risques pour nos vies, pour les économies et pour la planète. L'adaptation est indispensable », a rappelé Celeste Saulo, secrétaire générale de l'OMM, lors d'une conférence de presse. Selon le rapport, 51 % des villes européennes ont adopté des plans d'adaptation au changement climatique, contre 26 % en 2018. « C'est un progrès significatif, mais il faut encore s'améliorer, d'autant que le changement climatique se poursuit », rappelle Andrew Ferrone, directeur adjoint pour le climat au ministère de l'environnement du Luxembourg. Sur le front de la réduction des émissions, 45 % de l'électricité est désormais produite à partir d'énergies renouvelables en Europe, un record. ■

AUDREY GARRI